

(N° 110.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1925.

Projet de loi

portant approbation de la Convention de Washington tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement a précédemment déposé, le 16 mars 1921, un projet de loi relatif à la ratification des diverses conventions adoptées par la Conférence Internationale tenue à Washington en 1919.

Ce projet devenu caduc par la dissolution des Chambres, intervenue en octobre 1921, fut représenté partiellement le 16 février 1923 et aboutit à la ratification par la Belgique de conventions concernant respectivement :

L'âge d'admission des enfants aux travaux industriels;

Le travail de nuit des enfants dans l'industrie;

Le travail de nuit des femmes.

Le moment semble venu pour le Parlement de marquer d'une manière définitive son accord sur les grands principes de législation sociale qui ont été établis à Washington, c'est pourquoi nous lui demandons de ratifier la plus importante des conventions de Washington, celle qui concerne la limitation de la durée du travail.

Il nous paraît inutile d'insister longuement sur les motifs qui nous guident. En votant à la quasi-unanimité de ses membres la loi du 14 juin 1921, le Parlement belge a montré qu'il était d'accord sur l'importance capitale de cette question, et les événements postérieurs ont confirmé d'une manière péremptoire, que l'immense majorité de l'opinion publique partageait ses sentiments à cet égard et célébrait dans la loi sur la journée des huit heures la plus importante conquête sociale de ces dernières années.

Cinq États ont jusqu'ici ratifié purement et simplement la dite Convention : la Bulgarie, la Grèce, l'Inde, la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie. Les conditions économiques de ce dernier pays, mi-agricole, mi-industriel, rappellent particulièrement le nôtre. Il fut l'un des premiers à marquer son adhésion à la Convention

sur la journée des huit heures, et cette ratification complétée par une législation ouvrière très développée, ne l'a pas empêché d'assurer sa restauration économique et d'accroître la prospérité de son industrie.

Deux autres pays : l'Autriche et l'Italie ont ratifié la Convention sous condition ; enfin, un pas décisif dans cette voie vient d'être accompli par la France, dont la Chambre des Députés a voté à l'unanimité la ratification, sous la seule condition que l'Allemagne ferait de même.

A cet effet, il y a lieu d'indiquer que la France en ratifiant sous condition n'entend nullement se soustraire aux obligations immédiates de la Convention, mais veut seulement donner aux organisations ouvrières allemandes un argument puissant qui leur permettra d'agir à la fois sur les associations patronales et sur leur Gouvernement. C'est ce qui ressort à toute évidence des rapports de M. Chabrun, qui dit notamment : « Nous appliquons en France par avance, la Convention de Washington. On ne peut donc pas nous reprocher de poser une condition pour servir notre propre cause. En la posant, au contraire, nous mettons le Gouvernement allemand en présence de ses responsabilités, nous aidons les organisations ouvrières dans la lutte qu'elles ont engagée et nous essayons par là que notre geste soit utile au progrès social international ».

Quelle que soit la valeur d'une pareille argumentation, le Gouvernement, pour les raisons qui vont suivre, croit devoir proposer au Parlement la ratification sans condition de la Convention.

Envisagées au point de vue économique, les conséquences immédiates de la ratification sont, en effet, presque nulles.

La loi belge du 14 juin 1921 va au-delà des prescriptions de la Convention sous de multiples rapports ; la ratification proposée ne peut donc entraîner aucune modification dans la législation existante. Sans doute, notre signature nous liera pendant un certain temps, un peu plus de cinq années, mais cette situation ne présente aucun inconvénient, au contraire ; la loi des huit heures, répondant aux aspirations de la grande majorité du pays, et le Parlement ayant manifesté à plusieurs reprises déjà d'une manière très ferme, qu'il ne pouvait être question d'en modifier l'application dans un sens restrictif.

Chacun sait, au surplus, que si des circonstances particulièrement graves devaient se présenter, le Gouvernement pourrait, en application de l'article 12 de la loi du 14 juin 1921 et conformément à l'article 14 de la Convention, suspendre l'application du régime établi. Cette éventualité se réaliserait notamment en cas de guerre ou en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale.

Sans conséquence appréciable au point de vue économique, la ratification de la convention en produira par contre d'excellentes au point de vue social. Les craintes qui se sont manifestées dans le monde des travailleurs quant aux atteintes possibles qui seraient portées à la réglementation légale de la durée du travail seront définitivement annihilées. Certaine de voir maintenir la réforme qui lui est si particulièrement chère, la classe ouvrière consentira plus volontiers aux dérogations prévues par la loi et qui sans toucher à son principe rendront son application plus conforme à certaines nécessités locales immédiates. Il en résultera une observation plus loyale des règles en vigueur.

Mais c'est au point de vue international que la ratification sans condition, par la Belgique, de la Convention de Washington, prend toute son importance.

L'exemple donné par un pays industriel comme le nôtre, marquant sa volonté d'appliquer, pendant plusieurs années, un régime unanimement réclamé par la masse ouvrière dans le monde entier, ne manquera pas d'avoir à l'étranger le plus grand et le plus heureux effet. Ceux qui dans chaque pays luttent pour cette grande réforme trouveront dans le geste de la Belgique, un nouvel et important argument pour leur cause. La Belgique se placera ainsi à la tête des pays démocratiques, son prestige en sera augmenté et elle aura marqué une nouvelle fois sa volonté de servir sans défaillance la cause du progrès social.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale, .*

J. WAUTERS.

ANNEXE I.

PROJET DE CONVENTION

tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine la durée du travail dans les établissements industriels.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'application du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures », question formant le premier point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels », notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles les produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation de la force motrice en général et de l'électricité ;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, wharfs, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieurs, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction ainsi que les travaux de réparation et de fondation précédant les travaux énumérés ci-dessus ;
- d) le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau maritime ou intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main,

Les prescriptions relatives aux transports par mer et par voie d'eau intérieure seront fixées par une conférence spéciale sur le travail des marins et mariniers.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ARTICLE 2

Dans tous les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille, la durée du travail du personnel ne pourra excéder huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine, sauf les exceptions prévues ci-après :

a) Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables aux personnes occupant un poste de surveillance ou de direction, ou un poste de confiance.

b) Lorsque, en vertu d'une loi ou par suite de l'usage ou de conventions entre les organisations patronales et ouvrières (ou, à défaut de telles organisations, entre les représentants des patrons et des ouvriers), la durée du travail d'un ou de plusieurs jours de la semaine est inférieure à huit heures, un acte de l'autorité compétente, ou une convention entre les organisations ou représentants susmentionnés des intéressés, peut autoriser le dépassement de la limite des huit heures les autres jours de la semaine. Le dépassement prévu par le présent paragraphe ne pourra jamais excéder une heure par jour.

c) Lorsque les travaux s'effectuent par équipes, la durée du travail pourra être prolongée au delà de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine, à la condition que la moyenne des heures de travail, calculée sur une période de trois semaines ou moins, ne dépasse pas huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine.

ARTICLE 3.

La limite des heures de travail prévue à l'article 2 pourra être dépassée en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

ARTICLE 4.

La limite des heures de travail, prévue à l'article 2, pourra être dépassée dans les travaux dont le fonctionnement continu doit, en raison même de la nature du travail, être assuré par des équipes successives, à la condition que les heures de travail n'excèdent pas en moyenne cinquante-six par semaine. Ce régime n'affectera pas les congés qui peuvent être assurés aux travailleurs, par les lois nationales, en compensation de leur jour de repos hebdomadaire.

ARTICLE 5

Dans les cas exceptionnels où les limites fixées à l'article 2 seraient reconnues inapplicables, et dans ces cas seulement, des conventions entre organisations ouvrières et patronales pourront, si le gouvernement, à qui elles devront être communiquées, transforme leurs stipulations en règlements, établir, sur une plus longue période, un tableau réglant la durée journalière du travail.

La durée moyenne du travail, calculée sur le nombre de semaines déterminé par le tableau, ne pourra, en aucun cas, excéder quarante-huit heures par semaine.

ARTICLE 6.

Des règlements de l'autorité publique détermineront par industrie ou par profession :

a) Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires, qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement, ou pour certaines catégories de personnes dont le travail est spécialement intermittent ;

b) Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires.

Ces règlements doivent être pris après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, là où il en existe ; ils détermineront le nombre maximum d'heures supplémentaires qui peuvent être autorisées dans chaque cas. Le taux du salaire pour ces heures supplémentaires sera majoré d'au moins 25 p. c. par rapport au salaire normal.

ARTICLE 7.

Chaque Gouvernement communiquera au Bureau International du Travail :

a) Une liste des travaux classés comme ayant un fonctionnement nécessairement continu dans le sens de l'article 4 ;

b) Des renseignements complets sur la pratique des accords prévus à l'article 5 ;

c) Des renseignements complets sur les dispositions réglementaires prises en vertu de l'article 6 et leur application.

Le Bureau International du Travail présentera chaque année un rapport à ce sujet à la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail.

ARTICLE 8.

En vue de faciliter l'application des dispositions de la présente Convention, chaque patron devra :

a) Faire connaître, au moyen d'affiches apposées d'une manière apparente dans son établissement ou en tout autre lieu convenable, ou selon tout autre mode approuvé par le Gouvernement, les heures auxquelles commence et finit le travail, ou, si le travail s'effectue par équipes, les heures auxquelles commence et

finit le tour de chaque équipe. Les heures seront fixées de façon à ne pas dépasser les limites prévues par la présente Convention, et, une fois notifiées, ne pourront être modifiées que selon le mode et la forme d'avis approuvés par le Gouvernement ;

b) Faire connaître, de la même façon, les repos accordés pendant la durée du travail et considérés comme ne faisant pas partie des heures de travail ;

c) Inscrire sur un registre, selon le mode approuvé par la législation de chaque pays ou par un règlement de l'autorité compétente, toutes les heures supplémentaires effectuées en vertu des articles 3 et 6 de la présente Convention.

Sera considéré comme illégal le fait d'employer une personne en dehors des heures fixées en vertu du paragraphe a), ou pendant les heures fixées en vertu du paragraphe b).

ARTICLE 9.

L'application de la présente Convention au Japon comportera les modifications et conditions suivantes :

a) Seront considérés comme « établissements industriels », notamment :

1° Les établissements énumérés au paragraphe a) de l'article 1^{er} ;

2° les établissements énumérés au paragraphe b) de l'article 1^{er}, s'ils occupent au moins dix personnes ;

3° les établissements énumérés au paragraphe c) de l'article 1^{er}, sous réserve que ces établissements sont compris dans la définition des « fabriques » donnée par l'autorité compétente ;

4° les établissements énumérés au paragraphe d) de l'article 1^{er}, sauf le transport de personnes ou de marchandises par route, la manutention de marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, ainsi que le transport à la main ; et,

5° sans égard au nombre de personnes occupées, ceux des établissements industriels énumérés aux paragraphes b) et c) de l'article 1^{er} que l'autorité compétente pourrait déclarer très dangereux, ou comportant des travaux insalubres ;

b) La durée effective du travail de toute personne âgée d'au moins 15 ans, employée dans un établissement industriel, public ou privé, ou dans ses dépendances, ne dépassera pas cinquante-sept heures par semaine ; sauf dans l'industrie de la soie grège, où la durée maximum du travail pourra être de soixante heures par semaine ;

c) La durée effective du travail ne pourra, en aucun cas, dépasser quarante-huit heures par semaine, ni pour les enfants de moins de 15 ans occupés dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, ni pour les personnes occupées aux travaux souterrains dans les mines, quelque soit leur âge ;

d) La limitation des heures de travail peut être modifiée dans les conditions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente Convention, sans toutefois que le rapport entre la durée de la prolongation accordée et la durée de la semaine normale puisse être supérieur au rapport résultant des dispositions des dits articles ;

e) Une période de repos hebdomadaire de vingt-quatre heures consécutives sera accordée à tous les travailleurs sans distinction de catégories ;

f) les dispositions de la législation industrielle du Japon, qui en limitent l'application aux établissements où sont employées au moins quinze personnes, seront modifiées de façon à ce que cette législation s'applique désormais aux établissements où sont employées au moins dix personnes;

g) les dispositions des paragraphes ci-dessus du présent article entreront en vigueur, au plus tard, le 1^{er} juillet 1922; toutefois, les dispositions contenues à l'article 4, telles qu'elles sont modifiées par le paragraphe d) du présent article, entreront en vigueur, au plus tard, le 1^{er} juillet 1923.

h) la limite de quinze ans, prévue au paragraphe c) du présent article, sera portée à seize ans, le 1^{er} juillet 1925 au plus tard.

ARTICLE 10.

Dans l'Inde britannique, le principe de la semaine de soixante heures sera adopté pour tous les travailleurs occupés dans les industries actuellement visées par la législation industrielle, dont le Gouvernement de l'Inde assure l'application, ainsi que dans les mines et dans les catégories de travaux de chemins de fer qui sont énumérées à cet effet par l'autorité compétente. Cette autorité ne pourra autoriser des modifications à la limite ci-dessus mentionnée, qu'en tenant compte des dispositions contenues dans les articles 6 et 7 de la présente Convention.

Les autres prescriptions de la présente Convention ne s'appliqueront pas à l'Inde, mais une limitation plus étroite des heures de travail devra être examinée, lors d'une prochaine session de la Conférence générale.

ARTICLE 11.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront ni à la Chine, ni à la Perse, ni au Siam, mais la limitation de la durée du travail, dans ces pays, devra être examinée lors d'une prochaine session de la Conférence générale.

ARTICLE 12.

Pour l'application de la présente Convention à la Grèce, la date à laquelle ces dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être reportée au 1^{er} juillet 1923, pour les établissements industriels énumérés ci-après :

1. Fabriques de sulfure de carbone;
2. Fabriques d'acides;
3. Tanneries;
4. Papeteries;
5. Imprimeries;
6. Scieries;
7. Entrepôts de tabac et établissements où se fait la préparation du tabac;
8. Travaux à ciel ouvert dans les mines;
9. Fonderies;
10. Fabriques de chaux;
11. Teintureries;
12. Verreries (souffleurs);

13. Usines à gaz (chauffeurs);

14. Chargement et déchargement de marchandises;

et au plus tard au 1^{er} juillet 1924 pour les établissements industriels énumérés ci-après :

1. Industries mécaniques : construction de machines, fabrication de coffres-forts, balances, lits, pointes, plomb de chasse, fonderies de fer et de bronze, ferblanteries, ateliers d'étamage, fabriques d'appareils hydrauliques;

2. Industries du bâtiment : fours à chaux, fabriques de ciment, de plâtre, tuileries, briqueteries et fabriques de dalles, poteries et scieries de marbre, travaux de terrassement et de construction;

3. Industries textiles : filatures et tissages de toutes sortes, sauf les teintureries;

4. Industries d'alimentation : minoteries, boulangeries, fabriques de pâtes alimentaires, fabriques de vins, d'alcools et de boissons, huileries, brasseries, fabriques de glaces et d'eaux gazeuses, fabriques de produits de confiserie et de chocolat, fabriques de saucissons et de conserves, abattoirs et boucheries;

5. Industries chimiques : fabriques de couleurs synthétiques, verreries (sauf les souffleurs), fabriques d'essences de térébenthine et de tartre, fabriques d'oxygène et de produits pharmaceutiques, fabriques d'huile de lin, fabriques de glycérine, fabriques de carbure de calcium, usines à gaz (sauf les chauffeurs);

6. Industries du cuir : fabriques de chaussures, fabriques d'articles en cuir;

7. Industries du papier et de l'imprimerie : fabriques d'enveloppes, de registres, de boîtes, de sacs, ateliers de reliure, de lithographie et de zincographie;

8. Industries du vêtement : ateliers de couture et de lingerie, ateliers de pressage, fabriques de couvertures de lits, de fleurs artificielles, de plumes et de passementeries, fabriques de chapeaux et de parapluies;

9. Industries du bois : menuiseries, tonnellerie, charronneries, fabriques de meubles et de chaises, ateliers d'encadrements, fabriques de brosse et de balais;

10. Industries électriques : usines de production de courant, ateliers d'installations électriques;

11. Transports par terre, employés de chemins de fer et de tramways, chauffeurs, cochers et charretiers.

ARTICLE 13.

Pour l'application de la présente Convention à la Roumanie, la date à laquelle ces dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être portée au 1^{er} juillet 1924.

ARTICLE 14.

Les dispositions de la présente Convention peuvent être suspendues dans tout pays par ordre du gouvernement, en cas de guerre ou en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale.

ARTICLE 15.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétariat Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 16.

Tout Membre, qui ratifie la présente Convention, s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications, qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales, puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 17.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE 18.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur, au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 19.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention, s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1924, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 20.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention, peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années, après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 21.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention, et décidera d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 22.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE II.

La France et la Belgique désireuses de donner effet au projet de convention, adopté par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre 1919 au 29 novembre 1919, sur

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Aristide BRIAND...

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. le BARON DE GAIFFIER D'HESTROY...

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

... (Texte intégral des articles du projet de convention).

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le 24 janvier 1921, en un exemplaire qui restera déposé au Secrétariat général de la Société des Nations et dont les expéditions authentiques seront remises par lui aux États signataires.

N. B. — Chacune des six conventions a fait l'objet d'un instrument diplomatique rédigé dans la forme ci-dessus.

PROTOCOLE.

Les conventions suivantes, signées aujourd'hui entre la France et la Belgique et conformes aux projets de convention adoptés par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, savoir :

1° Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit

heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels ;

- 2°
- 3°
- 4°
- 5°
- 6°

resteront ouvertes à l'adhésion de tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail, qui notifieront leur adhésion au Secrétaire Général de la Société des Nations.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 24 janvier 1921.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1925.

Wetsontwerp

houdende goedkeuring van de Overeenkomst van Washington, overeenkomst er toe strekkende den arbeid in de nijverheidsondernemingen te beperken op acht uren per dag en acht en veertig uren per week.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft vroeger, op 16 Maart 1921, een wetsontwerp neergelegd betreffende de bekrachtiging van verschillende Overeenkomsten, aangenomen door de Internationale Conferentie, gehouden te Washington in 1919.

Dit ontwerp, vervallen door de ontbinding der Kamers, in October 1921, werd gedeeltelijk terug neergelegd op 16 Februari 1923, en leidde tot de bekrachtiging door België van de Overeenkomsten betreffende :

Den aannemingsouderdom der kinderen in de nijverheidsondernemingen;

Het nachtwerk der kinderen in de nijverheid;

Het nachtwerk der vrouwen.

Voor het Parlement schijnt het oogenblik gekomen om op een definitieve wijze zijn akkoord te bevestigen omtrent de groote principes van Sociale wetgeving, die te Washington werden opgemaakt, 't is daarom dat wij de bekrachtiging vragen van de meest belangrijke Overeenkomst, deze omtrent de bepaling van den arbeidsduur.

Het lijkt ons overbodig lang aan te dringen op de redenen die ons hebben geleid. De wet van 14 Juni 1921 werd gestemd door de groote meerderheid der leden, en daardoor heeft het Belgisch Parlement getoond dat het akkoord ging met de groote belangrijkheid der kwestie, en de latere gebeurtenissen hebben op uitdrukkelijke wijze bevestigd dat de groote meerderheid der Openbare meening zijn gevoelens daaromtrent deelde en vierde in de wet op den achturendag de belangrijkste sociale overwinning der laatste jaren.

Vijf Staten hebben tot nu toe, zonder voorbehoud, bovengenoemde Overeenkomst bekrachtigd : nl. Bulgarië, Griekenland, Indië, Roemenië en Tchecho-Slavokijë. De economische voorwaarden van dit laatste land, bestaande voor de eene helft uit landbouwers, voor de andere helft uit nijverheidsondernemingen,

herinneren op een gansch bijzondere wijze aan de onze. Het was een der eerste landen die zijn goedkeuring gaf aan de Overeenkomst op den achturendag, en deze bekrachtiging, volledigd door een zeer ontwikkelde sociale wetgeving, heeft niet belet dat het zijn economische herstelling heeft verzekerd en dat zijn industrieelen vooruitgang heeft zien aangroeien.

Twee andere landen : nl. Oostenrijk en Italië hebben de overeenkomst bekrachtigd, onder voorwaarde ; eindelijk, werd een beslissende stap op dien weg verwezenlijkt door Frankrijk, wiens Kamer van Volksvertegenwoordigers met algemeene stemmen de bekrachtiging heeft gestemd, onder deze enkele voorwaarde dat ook Duitschland in dien zin een besluit neemt.

Te dien einde, bestaat er aanleiding toe aan te duiden dat Frankrijk, mits enkel te bekrachtigen onder voorwaarde, zich geenszins wil onttrekken aan de onmiddellijke verplichtingen der overeenkomst, maar enkel aan de Duitsche werkliedenorganisaties een argument wil ter hand stellen dat hen toelaten zal tegelijkertijd drukking te oefenen op de werkgeversvereenigingen en op hun Regeering.

Dat blijkt klaar en duidelijk uit de rapporten van den Heer Chabrun, die namelijk zegt : « In Frankrijk wordt reeds vooruit de overeenkomst van Washington toegepast. Men kan er ons dus geen verwijt van maken dat wij een voorwaarde stellen om ons eigen zaak te dienen. Door haar te stellen integendeel ; zetten wij het Duitsche gouvernement vóór zijn verantwoordelijkheden, helpen wij de werkliedenorganisaties in den strijd die zij hebben aangegaan en trachten wij aldus dat ons gebaar nuttig weze aan den internationalen socialen vooruitgang ».

Wat ook de waarde van dergelijke argumentatie wezen mag, meent de Regeering, om redenen die volgen zullen, de bekrachtiging zonder voorwaarde van de overeenkomst aan het Parlement te moeten voorstellen.

Beschouwd uit economisch oogpunt zijn de onmiddellijke gevolgen van de bekrachtiging inderdaad bijna nietig.

De Belgische wet van 14 Juni 1921 overschrijdt de voorschriften van de overeenkomst op verschillende plaatsen ; de voorgestelde bekrachtiging kan dus geen enkele wijziging aan de bestaande wetgeving met zich sleepen. Ongetwijfeld zal onze handteekening ons voor enkelen tijd binden, een weinig meer dan vijf jaar, maar dezen toestand biedt niet het minste bezwaar, wel integendeel ; de wet op den achturendag beantwoordt aan het verlangen van de groote meerderheid van het land, en het Parlement heeft reeds herhaaldelijk en op zeer vastberaden wijze aangetoond dat er geen kwestie kan zijn op een beperkende wijze de toepassing er van te wijzigen.

Iedereen weet, ten andere, dat indien zich bijzonder ernstige omstandigheden moesten voordoen, de Regeering, bij toepassing van artikel 12 der wet van 14 Juni 1921 en overeenkomstig artikel 14 van de Overeenkomst, het recht heeft de toepassing van het vastgesteld regiem te schorsen. Deze mogelijkheid zou zich namelijk verwezenlijken in oorlogstijd of in geval zich gebeurtenissen mochten voordoen die de nationale zekerheid in gevaar brengen.

Zonder waardevolle gevolgen in economisch oogpunt, zal de bekrachtiging van de Overeenkomst er integendeel uitstekende teweegbrengen in sociaal oogpunt. De vrees die in de arbeiderswereld is ontstaan, wat betreft de mogelijke aanslagen

op de wettelijke regeling van den achturedag, zal voorgoed worden verwijderd. Overtuigd dat de hervorming, die haar zoo nauw aan het harte ligt, zal worden behouden, zal de werkende klasse gewillig de door de wet voorziene afwijkingen toetreden, die, zonder het principe aan te tasten, de toepassing meer in overeenstemming zullen brengen met zekere onmiddellijke plaatselijke noodzakelijkheden. Daardoor zal een rechtvaardiger toezicht kunnen gehouden worden van de in voege zijnde réglementen.

Maar 't is in internationaal oogpunt dat de bekrachtiging zonder voorwaarde, door België, van het grootste belang zal zijn.

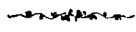
Het voorbeeld gegeven door een nijverheidsland als het onze, dat zijn wil toont gedurende verscheidene jaren een regiem toe te passen dat algemeen door de werkende klasse over de heele wereld wordt gevraagd, zal niet nalaten in het buitenland een grooten en verheugenden indruk teweeg te brengen. Degenen die in elk land voor deze groote hervorming strijden zullen in het gebaar van België een nieuw en belangrijk argument vinden voor hunne zaak. België zal zich aldus aan het hoofd plaatsen der democratische landen, zijn prestige zal er door verhoogden, en het zal eens te meer hebben aangetoond dat het den onfeilbaren wil heeft den socialen vooruitgang te dienen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.



TOEVOEGSEL I.

ONTWERP VAN OVEREENKOMST

**tot het beperken op acht uren per dag en op acht-en-veertig uren per week
van den arbeidsduur in de nijverheidsinrichtingen.**

De Algemeene Konferentie der Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkerenbond,

Op 28 Oktober 1919 door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika te Washington bijeengeroepen,

Na het aannemen besloten te hebben van verschillende voorstellen die betrekking hebben op de toepassing van het beginsel van den achturedag, vraagstuk dat het eerste punt van den zittijd der Konferentie te Washington uitmaakt, en

Nadat zij besloten heeft, dat die voorstellen zullen opgesteld worden onder vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst,

Neemt het onderstaande ontwerp van overeenkomst aan, dat, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende deel van het Verdrag van Versailles van 29 Juni 1919, en van het Verdrag van Sint-Germain, van 10 September 1919, door de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie moet bekrachtigd worden.

ARTIKEL EÉN.

Voor de toepassing van deze overeenkomst zullen als « nijverheidsinrichtingen » aanzien worden :

- a) De mijnen, steengroeven en uitdelvingsbedrijven van allen aard;
- b) De bedrijven in dewelke produkten gemaakt, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, afgewerkt of voor den verkoop bereid worden, of in dewelke de stoffen een verandering ondergaan, de scheepsbouw, de bedrijven van materiëelafbraak, evenals het voortbrengen, het veranderen en het overbrengen van drijfkraft in 't algemeen en van elektriciteit, inbegrepen ;
- c) Het bouwen, het herbouwen, het onderhouden, het herstellen, het veranderen of het afbreken van alle gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havenhoofden, kanalen, binnenvaartinrichtingen, banen, tunnels, bruggen, viadukten, hoofdriolen, gewone riolen, putten, telegraaf- of telefooninrichtingen, elektrische inrichtingen, gasfabrieken, waterleiding en andere bouwwerken, alsmede de werken van voorbereiding en grondvesting der bovenstaande werken ;
- d) Personen- of goederenvervoer per as, per spoor of te water (zee- of binnenvaart), de behandeling van koopwaren in de dokken, op de kaaien, de werven

en in de stapelplaatsen inbegrepen, met uitzondering van het vervoer met de hand.

De voorschriften betreffende het vervoer langs zee- en binnenvaartwegen zullen door een bijzondere konferentie over den arbeid der zeelieden en rivierschippers vastgesteld worden.

In elk land zal de bevoegde overheid de scheidingslijn tusschen de nijverheid eener- en den handel en den landbouw anderzijds bepalen.

Art. 2.

In alle openbare of partikuliere nijverheidsinrichtingen of hun aanhoorigheden, van welken aard ook, met uitzondering van die waar alleen de gezinsleden van den ondernemer werkzaam zijn, mag voor het personeel de arbeidsduur acht uren per dag of acht-en-veertig uren per week niet overschrijden, behalve in de volgende uitzonderlijke gevallen :

a) De bepalingen van deze Overeenkomst zijn niet van toepassing op de personen die een ambt van toezichter of bestuurder of een vertrouwenspost bekleeden ;

b) Wanneer, krachtens een wet of ingevolge het gebruik of overeenkomsten tusschen werkgevers- en arbeidersverenigingen (of, bij gebrek aan zulke organisaties, tusschen de werkgevers- en de arbeidersvertegenwoordigers), de arbeidsduur van één of meer dagen der week korter is dan acht uren, mag door een akte der bevoegde overheid of bij overeenkomst tusschen de bovengenoemde verenigingen of vertegenwoordigers der belanghebbenden toelating verleend worden om gedurende de andere dagen der week de acht uren te overschrijden. De bij deze paragraaf voorziene overschrijding mag in geen geval één uur per dag te boven gaan ;

c) Wanneer de werken in ploegen worden uitgevoerd, mag de arbeidsduur boven de acht uren per dag of de acht-en-veertig uren per week verlengd worden, op voorwaarde dat de gemiddelde arbeidsduur, berekend over een tijdperk van drie weken of minder, acht uren per dag of acht-en-veertig uren per week niet overschrijdt.

Art. 3.

De in artikel 2 voorziene beperking aan den arbeidsduur mag overschreden worden wanneer een ongeval zich heeft voorgedaan of dreigend is of wanneer werken aan machines of werktuigen bij dringendheid moeten uitgevoerd worden, of in geval van overmacht, doch slechts in zulke mate als voor het vermijden van een ernstige verhindering van den normalen gang der inrichting noodig is.

Art. 4.

De in artikel 2 voorziene beperking van den arbeidsduur mag overschreden worden in de werken in dewelke de voortdurende bedrijvigheid, door den aard

van het werk zelf, door elkaar aflossende ploegen moet verzekerd worden, op voorwaarde dat de gemiddelde werktijd niet langer zij dan zes-en-vijftig uren per week. Dit stelsel zal geen invloed hebben op het verlof dat door de nationale wetten aan de arbeiders wordt verzekerd in vervanging van hun wekelijkschen rustdag.

ART. 5.

In de uitzonderlijke gevallen, in dewelke de door artikel 2 vastgestelde beperkingen ontoepasselijk worden erkend, en slechts in die gevallen, kunnen de overeenkomsten tusschen arbeiders- en werkgeversvereenigingen, indien de Regeering, die er mededeeling moet van krijgen, hun bepalingen in reglementen overzet, voor een lang tijdperk een tabel opmaken tot regeling van den dagelijkschen arbeidsduur.

De gemiddelde arbeidsduur, berekend op het aantal door de tabel vastgestelde weken, mag in geen geval de acht-en-veertig uren per week te boven gaan.

ART. 6.

Reglementen der openbare macht zullen per nijverheid of per beroep bepalen :

a) De bestendige afwijkingen die moeten toegestaan worden voor de voorbereidings- of de bijkomende werken die noodzakelijkerwijs buiten de voor het algemeen werk der inrichting voorgeschrevene beperking moeten geschieden, of voor zekere klassen van personen wier arbeid onregelmatig is ;

b) De tijdelijke afwijkingen die moeten toegestaan worden om aan de ondernemingen toe te laten buitengewonen overvloed van werk uit te voeren.

Deze regelingen moeten getroffen worden na raadpleging der belanghebbende werkgevers- en arbeidersvereenigingen, daar waar er bestaan. Zij zullen het maximum aantal overuren bepalen die in elk geval mogen toegestaan worden. Het bedrag van het loon voor die overuren, zal ten minste 25 t. h. hooger zijn dan het normale loon.

ART. 7.

Elke Regeering zal aan het Internationaal Arbeidsbureau laten geworden :

a) Een lijst der werken die zijn gerangschikt als inrichtingen waarin de bedrijvigheid noodzakelijk voortdurend moet zijn, in de beteekenis van artikel 4 ;

b) Volledige inlichtingen over de toepassing der in artikel 5 voorziene overeenkomsten ;

c) Volledige inlichtingen over de krachtens artikel 6 genomen reglementaire beschikkingen en hun toepassing.

Het Internationaal Arbeidsbureau zal desaangaande elk jaar aan de Algemeene Konferentie van Internationale Arbeidsorganisatie een verslag voorleggen.

ART. 8.

Om de toepassing der bepalingen van deze Overeenkomst te vergemakkelijken, moet elke werkgever :

a) Bij middel van aanplakbrieven die op in 't oog springende wijze in zijn inrichting of op elke andere behoorlijke plaats zijn opgehangen, of op elke andere door de Regeering goedgekeurde wijze, de uren op dewelke de arbeid aanvangt en eindigt of, indien de arbeid in ploegen wordt verricht, de uren op dewelke de beurt van elke ploeg begint en eindigt kenbaar maken. De uren worden derwijze vastgesteld, dat de door deze overeenkomst voorziene beperkingen niet worden overschreden, en eens dat zij zijn aangekondigd, zullen zij niet kunnen gewijzigd worden dan op de wijze en in den berichtsvorm die door de Regeering zijn goedgekeurd;

b) Op dezelfde wijze de rustpoozen die tijdens den arbeidsduur zijn verleend en beschouwd worden als niet tot den arbeidstijd behoorende bekend maken;

c) In een boek, op de door de wetgeving van elk land of door een reglement der bevoegde overheid goedgekeurde wijze, al de overuren, die krachtens artikelen 3 en 6 van deze Overeenkomst worden gemaakt, inschrijven.

Het feit een persoon buiten de krachtens paragraaf *a* vastgestelde uren of binnen den krachtens paragraaf *b* vastgestelden tijd te laten werken, wordt onwettig beschouwd.

ART. 9.

De toepassing der huidige Overeenkomst in Japan brengt de volgende wijzigingen en voorwaarden mede :

a) Zullen aanzien worden als nijverheidsinrichtingen :

De in paragraaf *a* van artikel één vermelde inrichtingen;

De in paragraaf *b* van artikel één vermelde inrichtingen, indien zij ten minste tien personen bezigen ;

De in paragraaf *c* van artikel één vermelde inrichtingen, onder voorbehoud, dat die inrichtingen zijn begrepen in de door de bevoegde overheid gegeven bepaling der « fabrieken » ;

De in paragraaf *d* van artikel één vermelde inrichtingen, behalve het personen- of goederenvervoer per as, de behandeling van koopwaren in de dokken, op de kaaien, in de havens en de stapelplaatsen, evenals het vervoer met de hand, zonder inachtneming van het aantal gebezigde personen ; die der in paragrafen *a* en *b* van artikel één vermelde nijverheidsinrichtingen welke de bevoegde overheid zeer gevaarlijk of ongezonde werken omvattende zou kunnen verklaren ;

b) De werkelijke arbeidsduur van elk persoon van ten minste vijftien jaar, die in een openbare of partikuliere nijverheidsinrichting of haar aanhoorigheden aan 't werk is gesteld, mag de zeven-en-vijftig uren per week niet te boven gaan,

behalve in de nijverheid der ruwe zijde, waar de werktijd op ten hoogste acht-en-zestig uren per week mag gebracht worden ;

c) De werkelijke arbeidsduur mag in geen geval langer zijn dan acht-en-veertig uren per week, noch voor de kinderen beneden vijftien jaar die in openbare of partikuliere nijverheidsinrichtingen of hun aanhoorigheden arbeiden, noch voor de personen van gelijk welken leeftijd die in de mijnen ondergrondse arbeid verrichten ;

d) De beperking van den arbeidsduur kan gewijzigd worden in de door artikelen 2, 3, 4 en 5 van deze Overeenkomst voorziene voorwaarden, zonder dat evenwel de verhouding tusschen den duur der toegestane verlenging en den duur van de normale week grooter mag zijn dan de verhouding die uit de vermelde artikels blijkt ;

e) Aan al de werklieden, zonder onderscheid van categorie, zal een wekelijksche rusttijd van vier-en-twintig opeenvolgende uren verleend worden ;

f) De bepalingen der Japansche nijverheidswetgeving, waarbij de toepassing ervan tot de inrichtingen waar ten minste vijftien personen worden gebezigd is beperkt, zullen zoo gewijzigd worden, dat voortaan de inrichtingen met ten minste tien personen onder toepassing van die wetgeving vallen ;

g) De bepalingen van bovenstaande paragrafen van dit artikel zullen ten laatste op 1 Juli 1922 van kracht worden ; de bepalingen vervat in artikel 4 zullen evenwel, zooals zij in paragraaf d van dit artikel zijn gewijzigd, ten laatste op 1 Juli 1923 in voege treden ;

h) De uiterste leeftijd van vijftien jaar die in paragraaf c van dit artikel is voorzien, zal ten laatste op 1 Juli 1925 op zestien jaar gebracht worden.

ART. 10.

In Britsch Indië zal het beginsel der zestig-uren-week voor al de arbeiders die werken in de nijverheden welke thans door de nijverheidswetgeving waarvan de Indische Regeering de toepassing verzekert zijn bedoeld, evenals in de mijnen en in de categorieën van spoorwegwerken welke de bevoegde overheid te dien einde zal vermelden, aangenomen worden. Deze overheid zal slechts wijzigingen aan bovenvermelde beperking kunnen toestaan, mits rekening te houden van de bepalingen die in artikelen 6 en 7 van deze Overeenkomst zijn vervat.

Wat de andere voorschriften betreft, zal de huidige Overeenkomst op Indië niet van toepassing zijn, doch een engere beperking van den arbeidsduur zal in een toekomenden zittijd der Algemeene Konferentie moeten onderzocht worden.

ART. 11.

De bepalingen van de huidige Overeenkomst zullen noch op China, noch op Perzië, noch op Siam toepasselijk zijn, maar de beperking van den arbeidsduur in die landen zal in een toekomenden zittijd van de Algemeene Konferentie moeten onderzocht worden.

Art. 12.

Voor de toepassing van de huidige Overeenkomst op Griekenland, zal de datum waarop die bepalingen zullen in voege treden verschoven worden tot 1 Juli 1923, voor de volgende nijverheidsinrichtingen :

1. Fabrieken van zwavelkoolstof;
2. Fabrieken van zuren;
3. Leerlooierijen;
4. Papierfabrieken;
5. Drukkerijen;
6. Zagerijen;
7. Opslagplaatsen van tabak en inrichtingen waar de tabak wordt bereid;
8. Bovengrondse mijnwerken;
9. Gieterijen;
10. Kalkfabrieken;
11. Ververijen;
12. Glasfabrieken (blazers);
13. Gasfabrieken (stokers);
14. Laden en lossen van koopwaren.

En ten laatste tot 1 Juli 1924, voor de volgende nijverheidsinrichtingen :

1. Mechaniekbedrijven, machinebouw, vervaardiging van brandkasten, weegschalen, bedden, jachtlood, ijzer- en bronsgieterijen, blikslagerijen, werkhuizen voor vertinning, fabrieken van waterwerktuigen;
2. Bouwbedrijven, kalkovens, cementfabrieken, plaasterfabrieken, pannembakkerijen, steenbakkerijen en vloersteenfabrieken, pottenbakkerijen, marmerzagerijen, grond- en bouwwerken;
3. Vezelbedrijven, spinnerij en weverij van allen aard, met uitzondering der ververijen;
4. Voedingsbedrijven : meelfabrieken, bakkerijen, fabrieken van voedingsdeeg, van wijnen, van alkohol en dranken, olieslagerijen, brouwerijen, ijs- en spuitwaterfabrieken, fabrieken van kleingoed in suiker en chocolade, worsten- en conservenfabrieken, slachthuizen en vleeschhouwerijen;
5. Scheikundige bedrijven : fabrieken van samengestelde kleuren, glasfabrieken, (behalve de blazers), terpentijn- en wijnsteenfabrieken, fabrieken van zuurstof en artsennijprodukten, lijnoliefabrieken, glycerinefabrieken, fabrieken van kalkkarbuur, gasfabrieken (behalve de stokers);
6. Lederbedrijven : schoenfabrieken, fabrieken van artikelen in leder;
7. Papiernijverheid en drukkerij, fabrieken van briefomslagen, registers, dozen, zakken, boekbinderijen, steen- en zinkdrukkerijen;
8. Kleedingsbedrijven : klee- en linnenaaierij, persingwerkplaatsen, dekenfabrieken, fabrieken van kunstbloemen, pluimen en passementwaren, fabrieken van hoeden en regenschermen;
9. Houtbedrijven : schrijnwerkerij, kuiperij, wagenmakerij, meubel- en stoel-fabrieken, werkplaatsen voor inlijsting, borstel- en bezemfabrieken;

10. Elektrische bedrijven : inrichtingen voor stroomverwekking, werkplaatsen voor het aanleggen van elektrische toestellen ;

11. Vervoer te land : spoorweg- en trambedienden, autovoerders, koetsiers en voerlieden.

Art. 13.

Voor de toepassing der huidige Overeenkomst in Roemenië, mag de datum waarop de bepalingen, luidens artikel 19, van kracht zullen worden, op 1 Juli 1924 gebracht worden.

Art. 14.

In geval van oorlog of van gebeurtenissen die voor 's lands veiligheid gevaar opleveren, mogen de bepalingen van deze Overeenkomst in elk land, op bevel der Regeering, opgeheven worden.

Art. 15.

De officieele bekrachtigen van deze Overeenkomst, in de door deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 en van het Verdrag van Sint-Germain van 10 September 1919 voorziene voorwaarden, zullen ter kennis van den Algemeenen Sekretaris van den Volkerenbond gebracht en door hem geregistreerd worden.

Art. 16.

Elk lid dat de huidige Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich, ze in zijn koloniën, bezittingen of protektoraten zonder volledig zelfbestuur toe te passen, onder voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst door de lokale voorwaarden niet ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen die zouden noodig zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke voorwaarden aan te passen, er kunnen in opgenomen worden.

Elk lid moet aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis geven van zijn besluit omtrent elk van zijn koloniën, bezittingen of protektoraten zonder volledig zelfbestuur.

Art. 17.

Zoodra de bekrachtigen van twee leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Sekretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Algemeene Sekretaris van den Volkerenbond dit feit aan al de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie bekend maken.

Art. 18.

De huidige Overeenkomst zal van kracht worden den dag waarop die bekendmaking door den Algemeenen Sekretaris van den Volkerenbond zal gedaan zijn ; zij zal slechts bindend zijn voor de leden die hun bekrachtiging op het Sekretariaat zullen laten registreeren hebben. In het vervolg zal deze Overeenkomst

ten opzichte van elk ander lid van kracht worden, den dag waarop de bekrachtiging van dit lid op het Sekretariaat zal geregistreerd zijn.

ART. 19.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot het toepassen van haar bepalingen ten laatste op 1 Juli 1921 en tot het treffen der maatregelen die voor het werkdadig maken dier bepalingen zullen noodig zijn.

ART. 20.

Elk lid dat deze Overeenkomst heeft bekrachtigd, mag ze, na afloop van een tijdperk van tien jaar na haar aanvankelijke van-kracht-wording, opzeggen, door een aan den Algemeenen Sekretaris van den Volkerenbond toegezonden en door hem geregistreerden akt. De opzegging zal slechts een jaar na haar registratie op het Sekretariaat van kracht zijn.

ART. 21.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal tenminste eens op tien jaar aan de Algemeene Konferentie een verslag over de toepassing der huidige Overeenkomst voorleggen en zal beslissen of de herziening of de wijziging van deze Overeenkomst op de agenda der Konferentie moet komen.

ART. 22.

De Fransche en de Engelsche teksten van deze Overeenkomst zijn beide wettig.

Frankrijk en België, uitwerking verlangend te geven aan het ontwerp van Overeenkomst, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie, gehouden te Washington van 29 October 1919 tot 29 November 1919, omtrent . . .

Hebben tot hunne gevolmachtigden aangeduid :

DEN VOORZITTER VAN DE FRANSCH E REPUBLIEK,

den heer Aristide BRIAND...

ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING DER BELGEN,

den heer Baron DE GAIFFIER D'HESTROY...

dewelke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm erkende volmachten onderling te hebben medegedeeld, het eens geworden zijn over de navolgende beschikkingen :

(Volledige tekst van de artikelen waaruit het ontwerp van Overeenkomst bestaat).

Ter bevestiging waarvan, de bovenvermelde gevolmachtigden de onderlinge Overeenkomst hebben geteekend.

Gedaan te Parijs, den 24^e Januari 1921, in één exemplaar dat gedeposeerd blijft bij het Algemeen Sekretariaat van den Volkenbond en waarvan de geloofwaardige afschriften door gezegd Sekretariaat aan de onderteekenende Staten zullen worden overhandigd.

N. B. — Ieder der zes Overeenkomsten ging vergezeld van een diplomatiek bewijsstuk luidende als volgt :

PROTOCOL.

De volgende Overeenkomsten, op heden geteekend tusschen Frankrijk en België en eensluidend met de ontwerpen van Overeenkomst door de Internationale Arbeidsconferentie, gehouden te Washington van 29 October tot 29 November 1919, te weten :

1° Overeenkomst tot het beperken op 8 uren per dag en op 48 uren per week van het getal arbeidsuren in de nijverheidsinrichtingen ;

2°
3°
4°
5°
6°

zullen voor toetreding beschikbaar blijven voor al de Staten die lid zijn van de Internationale Arbeidsorganisatie; welke hunne toetreding aan het algemeen Sekretariaat van den Volkenbond zullen doen kennen.

Ter oorkonde waarvan, de ondergeteekende Gevolmachtigden het onderhavig Protocol hebben geteekend.

Gedaan te Parijs, den 24^e Januari 1921.

**CHAMBRE
des Représentants****KAMER
der Volksvertegenwoordigers****PROJET DE LOI**

portant approbation de la Convention de Washington tendant à limiter à huit heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels.

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van de Overeenkomst van Washington, overeenkomst er toe strekkende den arbeid in de nijverheidsondernemingen te beperken op 8 uren per dag en 48 uren per week.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous, présents et à venir, Salut !*

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale présenteront en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels, élaborée par la Conférence Internationale du Travail qui s'est réunie à

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op de voordracht van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, zullen in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voorleggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De overeenkomst er toe strekkende den arbeid op 8 uren per dag en 48 uren per week, in de nijverheidsondernemingen vast te stellen, overeenkomst die door de Internationale Arbeidskonferentie, die te Washington

Washington, du 29 octobre au 29 novembre 1919, et signée à Paris, le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 23 juillet 1925.

vergaderde van 29 October 1919 tot 29 November 1919, werd opgemaakt, en te Parijs door België en Frankrijk op 24 Januari 1921 werd ondertekend, wordt van volle kracht.

Gegeven te Brussel, den 23 Juli 1925.

ALBERT,

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Koningswege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Em. VANDERVELDE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.